



Contribution externe : il est temps de réaffirmer des valeurs fondamentales

*Michael Lindenbauer,
Représentant régional du HCR
pour l'Europe de l'Ouest*

Mars 2016

2015 restera sans doute dans les annales comme l'année durant laquelle les réfugiés et l'asile auront façonné le débat en Europe. Les persécutions, les conflits et la pauvreté ont contraint plus d'un million de personnes à fuir vers ce continent – des chiffres sans précédent depuis des décennies.

Contrairement aux précédentes vagues d'arrivées massives en Europe dans un passé récent, il ne s'agit pas ici d'un simple phénomène migratoire, mais avant tout d'une situation d'urgence pour des réfugiés. L'immense majorité de ceux qui arrivent par la mer et traversent de nombreux États aux abords de l'Europe proviennent de zones de conflit et de pays où les violations des droits de l'homme sont monnaie courante. La moitié de ceux qui ont traversé la Méditerranée en 2015 – un demi-million de personnes – étaient des Syriens fuyant la guerre dans leur pays. Les Afghans représentent quant à eux 20% des nouveaux arrivants et les Irakiens 7%.

Si ces chiffres impressionnants peuvent être perçus comme une réalité nouvelle et choquante pour l'Europe, la crise des réfugiés n'est pas neuve. Ce n'est qu'au moment où les réfugiés se sont mis en route vers l'Europe qu'elle est devenue une question mondiale qui a retenu l'attention de tous. Cela a momentanément eu pour effet d'accroître les subventions et l'intérêt porté à la situation en Europe et au Moyen-Orient. Toutefois, les opérations destinées à aider les réfugiés dans d'autres parties du monde, notamment en Afrique, restent largement sous-financées. Ainsi, le HCR continue à se battre pour venir en aide aux réfugiés de la République centrafricaine, du Sud-Soudan et de Somalie.

Le conflit en Syrie, principal facteur d'exil

Quelle est exactement la cause de l'afflux de réfugiés en Europe ?

Un premier facteur clé a été le conflit en Syrie, qui a poussé des millions de gens à prendre la fuite alors que d'innombrables autres personnes sont restées piégées à l'intérieur du pays. Après plusieurs années de conflit, de nombreux Syriens ont perdu tout espoir d'une solution politique dans leur pays et dans la région.

Deuxièmement, les conditions de vie des plus de quatre millions de personnes réfugiées dans les pays voisins de la Syrie se sont rapidement détériorées. De nombreux Syriens ont, après plusieurs années d'exil, épuisé leurs économies et vivent dans une pauvreté abjecte. Plus de 80% des Syriens réfugiés en Jordanie et 90% de ceux au Liban vivent sous le seuil de pauvreté et à peine la moitié des enfants fréquentent une école. Les réfugiés syriens ne peuvent pas travailler dans de nombreux pays de la région, ce qui rend leur situation encore plus précaire.

Troisièmement, le Programme alimentaire mondial a dû en 2015, par manque de fonds, réduire de 40% l'aide alimentaire pour les réfugiés syriens. Beaucoup d'entre eux ont ainsi eu l'impression que la communauté internationale les abandonnait et se sont dès lors mis en route vers Europe.

Dans ce contexte, l'augmentation des arrivées en Europe – en particulier au cours du second semestre 2015 – n'aurait guère dû être une surprise. Pourtant, la réaction européenne a été en grande partie divisée et improvisée, avec pour résultat une réponse assez chaotique à l'afflux soudain de réfugiés sur les côtes européennes. Depuis la Grèce, des dizaines de milliers de personnes ont pris la route vers le nord à travers les Balkans occidentaux et se sont retrouvées bloquées à différentes frontières. La situation est devenue de plus en plus inquiétante et les conditions de vie insupportables, particulièrement à l'approche de l'hiver. L'absence d'une réponse européenne cohérente et coordonnée à une situation qui empirait de jour en jour a encore accru la misère humaine des demandeurs d'asile et a créé un environnement propice aux opportunistes et aux trafiquants.

Toutefois, n'oublions pas que 2015 a aussi été une année marquée par une remarquable solidarité des citoyens européens et de la société civile vis-à-vis des nombreux demandeurs d'asile arrivant chaque jour sur leur territoire. Sur les îles grecques, mais aussi dans d'autres pays européens, dont la Belgique, des milliers de volontaires sont venus en aide à ceux qui fuyaient les conflits et les violations des droits de l'homme.

Mais tout le monde ne s'est pas montré aussi accueillant. Le HCR observe avec inquiétude la récente montée d'un discours xénophobe, de discriminations, d'incidents impliquant des violences physiques et de sentiments extrémistes dans certains pays européens.

Sauvegarder le système d'asile européen

Le HCR est également très préoccupé par les restrictions que certains États membres ont instaurées ou sont en train d'instaurer en matière d'asile et notamment de regroupement familial. En durcissant la procédure de regroupement familial, il y a un risque réel qu'un plus grand nombre de femmes et d'enfants, qui pourraient rejoindre leur famille en toute sécurité grâce aux procédures existantes, vont désormais s'en remettre à de dangereuses traversées maritimes et à des passeurs pour pouvoir retrouver leurs proches. L'absence de vie familiale affecte également profondément le bien-être des gens et leur capacité d'intégration.

Plus largement, alors que l'Europe est à la croisée des chemins par rapport à l'une des questions les plus décisives de son histoire, on peut hélas constater que le Système d'asile européen commun est dangereusement mis sous pression. Le cadre existant semble en effet incapable de faire face aux mouvements de réfugiés et le système d'asile européen lui-même est en péril.

La nécessité d'une réponse efficace

Du point de vue du HCR, il faut une réponse globale et multiforme comprenant entre autres trois axes prioritaires.

Une première priorité doit consister à s'attaquer aux facteurs à l'origine des déplacements massifs de population, qui ne cesseront pas tant qu'on ne remédiera pas aux causes profondes de la détresse des gens. Il faut faire beaucoup plus pour éviter les conflits et mettre fin aux guerres qui poussent tant de gens à partir de chez eux. Cette nécessité a aussi été reconnue par la Commission européenne à la suite de l'adoption de l'Agenda européen sur la migration en mai 2015. Elle a ainsi mis en avant une série de mesures, en septembre 2015, pour mieux répondre à la crise des réfugiés et pour s'attaquer aux causes profondes de l'immigration clandestine en Afrique. Cet Agenda comprend des propositions de relocalisation ainsi qu'un Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (lancé lors du sommet de La Valette en novembre 2015).

Une deuxième priorité est de renforcer le soutien aux communautés d'accueil dans les pays tiers. Si l'Europe fait face à un nombre grandissant d'arrivées sur ses côtes, ces

chiffres paraissent dérisoires en comparaison au nombre considérable de réfugiés syriens accueillis par des pays tels que la Turquie (2,5 millions), le Liban (plus d'un million) et la Jordanie (650 000). Il ne faut pas seulement féliciter ces pays pour leur incroyable générosité : ils ont aussi besoin de notre soutien pour préserver leur capacité à accueillir la majeure partie des réfugiés syriens. C'est également le cas pour d'autres États limitrophes de zones de conflit, souvent des pays en développement, qui continuent d'accueillir 9 réfugiés sur 10 dans le monde.

Lors de la conférence de deux jours qui s'est tenue à Londres en février 2016, des donateurs et des pays d'accueil ont récolté plus de 6 milliards de dollars et se sont engagés à maintenir leur soutien pour les plus de 22,5 millions de Syriens vivant aussi bien en Syrie que dans toute la région. Le HCR se félicite tout particulièrement des engagements forts pris pendant la conférence par des pays européens pour soutenir les Syriens et leurs voisins. Il sera toutefois important de les traduire rapidement en actions sur le terrain afin d'offrir une véritable bouée de sauvetage et une lueur d'espoir aux nombreux Syriens déplacés.

Une troisième priorité est que les pays européens proposent davantage de voies légales et sûres pour que des personnes puissent avoir accès à une protection en Europe. Les programmes de réinstallation et de relocalisation doivent tous deux avoir des chances de fonctionner. Il y a un besoin urgent d'instruments de solidarité pour créer une alternative à la traite et au trafic d'êtres humains et pour réduire la perte de vies humaines en Méditerranée. Ils peuvent aussi répondre à des préoccupations sécuritaires en garantissant que les nouveaux arrivants soient identifiés et puissent avoir accès au territoire de manière organisée.

Certes, la mise en œuvre des programmes de relocalisation pose des défis, comme des retards dans le déploiement de l'approche des 'hotspots' et des difficultés au niveau de l'efficacité de l'enregistrement. Jusqu'ici, à peine quelques centaines de demandeurs d'asile ont été relocalisés de Grèce et d'Italie vers d'autres États membres de l'UE. Cependant, le projet pilote a montré que le processus pouvait fonctionner avec de la volonté. De fait, une forme de répartition équitable des personnes recherchant une protection est sans doute le seul moyen de gérer les déséquilibres actuels de demandeurs d'asile et de réfugiés entre les États membres. Avec l'intensification des restrictions, en particulier sur la route des Balkans occidentaux, il est encore plus urgent d'activer ces mécanismes d'aide en faveur de la Grèce.

Perspectives

2016 risque d'être une nouvelle année difficile étant donné que le nombre d'arrivées ne faiblit pas. Il est clair que les États vont devoir intensifier leurs efforts afin de mieux gérer les déplacements de réfugiés en Europe. Même si le nombre d'arrivées en Europe demeure élevé, c'est et cela reste une crise gérable. Néanmoins, elle nécessitera une stratégie commune solide, basée sur le partage des responsabilités, la solidarité et la confiance entre les États membres de l'UE.

Des organisations humanitaires telles que le HCR continueront à protéger et aider les réfugiés et à offrir leur soutien aux gouvernements en réponse à la situation actuelle. Cependant, l'expérience nous a appris qu'il n'y a pas de solutions humanitaires à des problèmes humanitaires : la vraie solution est toujours politique. Les leaders européens et mondiaux doivent jouer un rôle plus actif dans la lutte contre les causes sous-jacentes des conflits et des violations des droits de l'homme. C'est la seule voie viable pour réduire durablement les déplacements de population.

C'est l'heure de vérité pour l'Europe. Il est temps qu'elle réaffirme son engagement en faveur des droits de l'homme et de protection des réfugiés sur lesquelles elle s'est construite.